

DÉLIBÉRATION N° 3.05
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 20 SEPTEMBRE 2023
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 12 SEPTEMBRE 2023
À L'ESPACE RURAL D'ANIMATION À ANCÔNE
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET

L'an deux mille vingt-trois, le 20 septembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni à l'espace rural d'animation à Ancône, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Pascal BEYNET, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Allain DORLHIAC, M. Julien DUVOID, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Norbert GRAVES, M. Jean-Michel GUALLAR, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Cyril MANIN, Mme Catherine MATSAERT, Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sandrine MOURIER, M. Karim OUMEDDOUR, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Françoise QUENARDEL, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Sandra CEYTE (pouvoir à M. Julien DUVOID), Mme Josiane DUMAS (pouvoir à M. Karim OUMEDDOUR), M. Jacky GOUTIN (pouvoir à M. Damien LAGIER), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Cyril MANIN), M. Laurent LANFRAY (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), Mme Florence MERLET (pouvoir à Mme Valérie ARNAVON), M. Laurent MILAZZO (pouvoir à M. Christophe ROISSAC), Mme Marie-Pierre PIALLAT (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), M. Dorian PLUMEL (pouvoir à M. Julien DECORTE), M. Jacques ROCCI (pouvoir à Mme Marie-Christine MAGNANON), Mme Demet YEDILI (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ),

EXCUSÉS : M. Hervé ANDEOL, Mme Maryline ROISSAC.

ABSENT : M. Karim BENSID-AHMED.

Secrétaire de séance : M. Christophe ROISSAC.

3.05 _ CONVENTION TRIENNALE 2022-2024 DE PARTICIPATION DE MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION À L'OBSERVATOIRE DE L'HABITAT DROME-ARDÈCHE DE L'ADIL 26-AVENANT N°1

M. Fermin CARRERA, Vice-Président, rapporteur, expose à l'assemblée :

Une convention de participation à l'observatoire de l'habitat Drôme-Ardèche de l'ADIL a été signée le 11 octobre 2022 entre Montélimar Agglomération et l'ADIL de la Drôme.

Les missions de l'ADIL de la Drôme permettent notamment l'Agglomération de :

- définir les déclinaisons locales des travaux de la mission départementale de l'habitat de la Drôme aux fins d'appui à sa politique locale de l'habitat et du peuplement,
- bénéficier de l'accès à des outils spécifiques (fiches communales avec déclinaisons spécifiques, travaux d'études thématiques, accès à des indicateurs mis en forme, note de suivi du PLH, etc...),
- permettre un recueil de données nécessaires à la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat et à la relance de la Conférence Intercommunale du Logement,
- disposer d'une observation de l'habitat, comme prévu par la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales, codifié à l'article L.302-1 du Code de la construction et de l'habitat.

Un avenant n°1 à cette convention est proposé pour :

- reconduire la convention pour l'année 2023,
- préciser les travaux spécifiques à mener par l'ADIL pour l'agglomération en 2023,
- préciser la participation de Montélimar-Agglomération pour 2023 qui s'élève à 9 352 € (6 682 € en 2022 ; 6 530 € en 2021).

Cette participation financière a été réévaluée à la hausse par rapport à ce qui était prévu (< 7 000 €), pour tenir compte du développement par l'ADIL à l'échelle nationale de nouveaux outils pour mieux observer et analyser la consommation foncière liée au logement sur les territoires, la densité des constructions ou le potentiel de gisements dans la partie urbanisée des villes, notamment.

En effet, au regard des évolutions législatives :

- loi n°2017-86 du 27 janvier 2017, relative à l'égalité et à la citoyenneté, qui impose aux collectivités dotées de PLH de mettre en place une observation du foncier en plus de celle déjà prévue pour l'habitat ;
- loi n°2021-1104 du 22 août 2021 dite Climat et Résilience, fixant désormais une date butoir pour la mise en place un Observatoire de l'habitat et du foncier (au maximum 3 ans après que le PLH soit exécutoire) ;

l'intervention de l'ADIL sur cette observation du foncier permettra désormais aux collectivités concernées de bénéficier de nouvelles données et de se mettre en conformité avec la législation en vigueur.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9,

Vu l'article L.302-1 du Code de la construction et de l'habitat relatif au PLH et à l'observatoire de l'habitat et du foncier,

Vu les délibérations n°4.4 et 4.03 des conseils communautaires des 10 mars 2021 et 28 septembre 2022 approuvant la convention de participation de Montélimar-Agglomération à l'Observatoire de l'Habitat Drôme-Ardèche de l'ADIL 26,

Vu le projet d'avenant n°1 à la convention la convention triennale 2022-2024 de participation de Montélimar-Agglomération à l'Observatoire de l'Habitat Drôme-Ardèche de l'ADIL 26, annexé à la présente,

Après avoir entendu l'exposé précédent,
Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER les termes de l'avenant n°1 à la convention triennale 2022-2024 de participation de Montélimar-Agglomération à l'Observatoire de l'Habitat Drôme-Ardèche de l'ADIL 26 à intervenir et son barème financier d'adhésion.

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer cet avenant n°1 à la convention triennale 2022-2024 de participation de Montélimar-Agglomération à l'Observatoire de l'Habitat Drôme-Ardèche de l'ADIL 26 ainsi que tous les documents afférents.

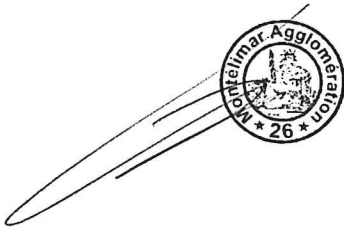
DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 21 septembre 2023

Julien CORNILLET
Président



Christophe ROISSAC
Secrétaire de séance

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Chroissac', written over a horizontal line.